

JEAN LATOUR

**PAUL
REYNAUD**



Tecnológico
de Monterrey

JEAN LATOUR



PAUL

REYNAUD



Tecnológico
de Monterrey

PAUL REYNAUD

Au fur et à mesure que s'écrit l'histoire de l'avant-guerre et qu'apparaissent les causes profondes de notre défaite de 1940, la figure de Paul Reynaud prend plus de relief. Un livre impatientement attendu (1) précisera bientôt le rôle capital joué par cet homme d'Etat dans la politique française des vingt dernières années et singulièrement à l'heure la plus tragique de notre histoire.

S'il nous fallait d'un mot définir Paul Reynaud, c'est celui d'indépendant qui viendrait inmanquablement sous la plume. Cette passion de l'indépendance lui vient, sans doute, d'une longue suite d'aïeux montagnards : n'est-il pas né, comme eux, à plus de 1.100 mètres d'altitude, dans la

(1) *La France a sauvé l'Europe*, à paraître chez Flammarion.

vallée de Barcelonnette? Rien ne peut l'empêcher de dire ce qu'il juge conforme à l'intérêt national, sans égard aux conséquences que son intransigeance pourra comporter pour sa carrière.

Aux élections législatives de 1936, il n'est élu, au second tour, que par vingt-sept voix de majorité. Pourquoi? Parce qu'il affiche son désaccord avec la Banque de France sur le problème monétaire, avec l'Etat-Major sur celui des corps cuirassés, avec la plupart de ses amis politiques sur la nécessité d'une véritable alliance avec la Russie soviétique dont il disait qu'elle était seule capable d'entraîner, en cas de guerre, la création d'un second front, cauchemar du Grand Etat-Major de Berlin.

De 1934 à 1938, il se rend délibérément impossible au Gouvernement par son éclatante campagne en faveur d'une dévaluation faite à froid, qui nous eût épargné une dévaluation deux fois plus profonde faite à chaud et n'eût pas entraîné de troubles sociaux.

L'indépendance exigeante de Paul Reynaud devait faire de lui un des hommes politiques les plus calomniés de France. Nous verrons plus loin les principales attaques dirigées contre lui pendant la guerre par la presse allemande de Paris et par les **Gringoire** de Vichy. Hitler considérait l'ancien président du Conseil comme l'ennemi public n° 1 et il le traitait en conséquence: cinquante-six mois de prison, dont cinq passés

dans une cellule du camp d'Oranienburg, de sinistre mémoire.

Hitler rendait ainsi involontairement hommage au patriotisme courageux de Paul Reynaud qui s'était opposé à l'armistice, en Juin 1940, et qui avait voulu « continuer la guerre à l'ombre des cocotiers africains », selon la formule imagée du traître Déat, dans **l'Œuvre**.

Hitler n'avait point oublié non plus qu'en Septembre 1938, au moment de Munich, Paul Reynaud, avec ses collègues Georges Mandel et Champetier de Ribes, avait apporté sa démission au président du Conseil de l'époque.

Quand on parle des hommes politiques d'avant la guerre, il ne faut pas confondre ceux qui sont responsables de la défaite et ceux qui nous l'auraient évitée si on les avait écoutés.

Les pages qui suivent suffiront à montrer que, dans les journées dramatiques du Bordeaux de l'Armistice, comme dans les années d'avant-guerre, Paul Reynaud fut bien cet homme « lucide et courageux » auquel le Général de Gaulle, il y a peu de temps encore, tenait à rendre hommage, qu'il fut toujours, selon le mot du Maréchal Lyautey, « un grand quelqu'un ».

AVANT LA GUERRE

La Dévaluation du Franc

Tous les économistes sont aujourd'hui d'accord pour reconnaître que la dévaluation du franc était inévitable après celle du dollar en 1933.

A l'époque, Paul Reynaud fut le seul à alerter l'opinion et à porter la question à la tribune de la Chambre. Il montra que, faute de dévaluer le franc comme l'avaient été la livre et le dollar, monnaies dans lesquelles s'expriment les cours mondiaux, la crise économique s'aggraverait, des troubles sociaux surgiraient et le Front populaire l'emporterait aux élections de 1936.

Il prévint la Chambre que, si elle ne faisait pas la dévaluation à froid, elle devrait la faire à chaud, et qu'alors elle devrait dévaluer le franc de 60 % au lieu de 30 %. En fait, il fut dévalué en trois fois, de 58 1/2 %, et, dans sa Revue offi-

cielle, la S. D. N. nous coiffa d'un bonnet d'âne comme étant le seul pays au monde qui ait manqué sa dévaluation.

Le "Miracle français"

C'est en ces termes que le **Times** de Londres qualifia le redressement financier, économique et monétaire auquel Paul Reynaud procéda, depuis le 2 Novembre 1938, date de son arrivée au Ministère des Finances.

Lorsque Poincaré procéda à son fameux redressement de 1926 à 1928, la France était prospère économiquement et l'Europe paisible. Il n'eût qu'à régler un problème de finances publiques. Au contraire, lorsque Paul Reynaud arriva au Ministère des Finances, pour la deuxième fois en 1938 (il avait été ministre des Finances, une première fois, en 1930), l'économie française était anémiée par sept ans de crise, parce que ses prédécesseurs s'étaient refusés à faire, en temps utile, la dévaluation du franc, et ne l'avaient faite que contraints et forcés, en 1938, dans des conditions telles qu'il fallut la recommencer à deux reprises.

Sur le plan monétaire, la situation était si grave, malgré ces trois dévaluations successives, que le prédécesseur de Paul Reynaud au Ministère des Finances, ayant perdu 20 milliards de francs

(francs Poincaré) d'or, depuis trois mois, venait de proposer d'établir un contrôle des changes larvé. Paul Reynaud comprit que la clef de la situation était dans l'augmentation de la production des richesses. Celle-ci était d'autant plus nécessaire qu'il fallait augmenter considérablement la production du matériel de guerre. Il décida d'accorder pour l'armement, en pleine paix et pour la seule année 1939, une somme égale à celles qui avaient été accordées par ses prédécesseurs pendant les six années précédentes.

Après avoir demandé cinq jours pour faire l'inventaire de la situation, Paul Reynaud fit signer, le 12 Novembre 1938, quarante-deux décrets-lois qui avaient tous pour but de faciliter la production, par exemple, en diminuant considérablement la majoration des salaires pendant les heures supplémentaires et en supprimant toutes les mesures malthusiennes qui avaient été prises pendant les années de crise.

Il annonça : « La semaine des deux dimanches a vécu ». Cette mesure était d'autant plus nécessaire, qu'aucun homme ne pouvait se faire d'illusion, après Munich, sur la menace de guerre qui grandissait tous les jours. Les décrets-lois de Paul Reynaud furent accueillis par la proclamation de la grève générale, décrétée par la C. G. T., pour le 30 Novembre. Le Ministre tint bon et s'adressa aux ouvriers par la radio. La grève générale fut un échec total.

Les résultats de la politique de Paul Reynaud comme ministre des Finances sont analysés, avec statistiques à l'appui, dans un ouvrage publié en 1941 par la **Statistique générale de la France**, sous le titre **Mouvement économique en France**, de 1929 à 1939. On constate une augmentation considérable de la production qui était à l'indice 83 en Octobre 1938 et qui était à 100 en Juin 1939. Ce résultat est loin d'être dû uniquement au développement des armements car, de Novembre 1938 à Juin 1939, les exportations montèrent, en **volume**, de l'indice 60 à l'indice 70, le bâtiment de l'indice 62 à l'indice 84, le textile de l'indice 91 à l'indice 105.

Alors qu'au début de Novembre 1938, il n'y avait que 3,3 % des ouvriers qui faisaient des heures supplémentaires, il y en avait 43,3 % (mines comprises) au 1^{er} Juillet 1939. Contrairement aux prophéties des adversaires de Paul Reynaud, l'allongement de la durée du travail amena une réduction du chômage partiel.

D'autre part, les rentrées d'or massives ne cessèrent pas, malgré les menaces constantes de guerre et contrairement à l'opinion de ceux qui soutenaient qu'au premier froncement de sourcils d'Hitler ou de Mussolini, l'or recommencerait à fuir des caves de la Banque de France vers l'étranger.

La politique financière mise sur pied avant la guerre pour la période de guerre réussit pleine-

ment. Les dépenses du budget ordinaire étaient couvertes par les impôts et les dépenses de guerre par le système d'emprunt à court terme que Paul Reynaud avait mis sur pied.

Le problème militaire

Pendant les années qui précédèrent la guerre, Paul Reynaud ne cessa d'alerter le Gouvernement, la Chambre et l'opinion sur le péril que représentait pour la France le réarmement de l'Allemagne.

Plus de cinq ans avant l'invasion allemande, le 15 Mars 1935, il avait décrit, de façon saisissante, le processus qui devait conduire les armées du Reich en Belgique, le 10 Mai 1940. Par un contre-projet bien étudié, il réclama la création du corps cuirassé conçu par un officier alors inconnu, le colonel de Gaulle. Par des livres, des conférences, d'innombrables articles de presse, il tenta, pendant des années, d'ouvrir les yeux des Français.

Son contre-projet ayant été repoussé, Paul Reynaud disait, à la tribune de la Chambre, le 27 Décembre 1935: « Nous sommes le seul grand peuple au monde qui soit menacé dans sa vie ». Et, loin de se décourager, il multiplie les aver-

tissements. En 1936, il publie: **Jeunesse, quelle France veux-tu?** En 1937: **Le Problème militaire français.**

Il revient à la charge au Parlement. Le 28 Janvier 1937, réclamant de nouveau la création d'un corps cuirassé, il dit à ses collègues: « L'armée allemande qui nous envahira sera à celle qui nous a envahis en 1914, ce que le chemin de fer est à la diligence ». Et il donne au pays cet avertissement pathétique: « Nous n'avons plus un jour à perdre ».

C'est en vain qu'il tient ce langage de clairvoyance et de bons sens. L'Etat-Major, le Gouvernement, le Parlement croient aveuglément à la toute-puissance de la défensive.

Ce manque d'imagination allait nous coûter cher. Il était dans le destin de Paul Reynaud, devenu président du Conseil, le 21 Mars 1940, d'assister aux événements qu'il avait décrits dans leur détail cinq ans plus tôt. On sait qu'il ne put prendre le portefeuille de la guerre — 19 Mai — que lorsque la défaite militaire était alors consommée...

Munich ou les résistants de la première heure

Paul Reynaud est un résistant de la première heure. La première heure, ce fut Munich. Il était, alors, Garde des Sceaux dans le Cabinet Daladier.

Avec ses collègues, Georges Mandel, assassiné depuis, et Champetier de Ribes, il alla trouver M. Daladier et lui offrit leur démission pour le cas où il serait exact, comme l'avait affirmé la radio tchèque, que la France aurait fait savoir à la Tchécoslovaquie que si elle ne s'inclinait pas devant les prétentions allemandes, elle serait abandonnée à son sort. Le Président du Conseil ayant affirmé que cette interprétation était contraire à la vérité, les trois ministres ne maintinrent pas leur démission.

Paul Reynaud et Mandel furent alors l'objet d'attaques de la part de l'**Action française** et de **Gringoire** incitant à leur assassinat comme bellicistes.

PENDANT LA GUERRE

Pendant la « drôle de guerre », Paul Reynaud ne cessa de protester contre la mollesse qui envahissait l'armée et le pays. La dernière phrase qu'il prononça comme ministre des Finances, en présentant le budget à la Chambre en Décembre 1939, fut : « Pour vaincre l'ennemi, il faut d'abord nous vaincre nous-mêmes ». La censure de l'époque interdit un « montage » de cette phrase au cinéma. Et ceci en dit long sur l'état d'esprit de certaines sphères officielles.

Devenu Président du Conseil, le premier soin de Paul Reynaud fut de conclure, le 28 Mars 1940, un accord par lequel la France et l'Angleterre s'interdisaient réciproquement de conclure un armistice ou une paix séparés.

Continuation de la guerre en Afrique du Nord

C'est seulement le 19 Mai 1940, lorsque la défaite militaire en Belgique et dans le Nord de la France était virtuellement consommée, que Paul Reynaud succéda à M. Daladier comme ministre de la Guerre.

En présence de la démoralisation de l'armée et du pays, son premier soin fut de remplacer le général Gamelin par le général Weygand dont le prestige sur l'armée était immense et de nommer Mandel ministre de l'Intérieur et Pétain ministre d'Etat. Le résultat cherché fut obtenu. Le moral de l'armée et du pays fut redressé comme le prouve la presse unanime de l'époque. Paul Reynaud prit alors des mesures pour la continuation de la guerre en Afrique du Nord. Il dut briser les résistances de l'Etat-Major, qui lui avait adressé un rapport contenant des objections sans nombre.

Le 5 Juin, il téléphona au président Roosevelt pour lui demander des armes pour continuer la guerre en Afrique du Nord et il reçut la promesse que ces armes lui seraient envoyées.

Télégramme à Roosevelt

Le 10 Juin 1940, jour de la déclaration de guerre de l'Italie, le général Weygand invita le

gouvernement à quitter Paris. Paul Reynaud envoya à Roosevelt le télégramme suivant :

« Monsieur le Président,

« Je veux d'abord vous exprimer toute ma gratitude pour l'aide généreuse que vous avez décidé de nous accorder en matière d'aviation et d'armement.

Depuis six jours et six nuits, nos divisions se battent sans une heure de répit contre une armée disposant d'une supériorité écrasante en effectifs et en matériel. L'ennemi est aujourd'hui presque aux portes de Paris.

Nous lutterons en avant de Paris, nous lutterons en arrière de Paris, nous nous enfermerons dans une de nos provinces et si nous en sommes chassés, nous irons en Afrique du Nord, et, au besoin, dans nos possessions d'Amérique.

Une partie du Gouvernement a déjà quitté Paris. Moi-même, je m'appête à partir aux armées. Ce sera pour intensifier la lutte avec toutes les forces qui nous restent, et non pour l'abandonner.

Puis-je vous demander, Monsieur le Président, d'expliquer tout cela à votre peuple, à tous les citoyens des Etats-Unis, en leur disant que nous sommes résolus à nous sacrifier dans la lutte que nous menons pour tous les hommes libres.

A l'heure où je parle, une autre dictature vient de frapper la France dans le dos. Une nouvelle

frontière est menacée. Une guerre navale va s'ouvrir.

Vous avez généreusement répondu à l'appel que je vous ai lancé, il y a quelques jours, à travers l'Atlantique. Aujourd'hui, 10 Juin 1940, c'est un nouveau concours, plus large encore, que j'ai le devoir de vous demander.

En même temps que vous exposerez cette situation aux hommes et aux femmes d'Amérique, je vous conjure de déclarer publiquement que les Etats-Unis accordent aux Alliés leur appui moral et matériel par tous les moyens, sauf l'envoi d'un corps expéditionnaire. Je vous conjure de la faire pendant qu'il n'est pas trop tard. Je sais la gravité d'un tel geste. Sa gravité même fait qu'il ne doit pas intervenir trop tard.

Vous avez dit vous-même, le 5 Octobre 1937 : Je suis contraint et vous êtes contraints aussi de regarder l'avenir. La paix, la liberté, la sécurité de 90 % de la population du monde sont mis en péril par les autres 10 % qui menacent de provoquer l'écrasement de l'ordre basé sur la loi internationale. Sûrement, les 90 % qui veulent vivre en paix sous la loi universelle à travers les siècles, peuvent et doivent trouver un moyen pour faire prévaloir leur volonté.

L'heure est maintenant venue pour ces 90 % de citoyens du monde de s'unir contre le danger mortel qui nous menace tous. J'ai confiance dans la solidarité du peuple américain dans cette lutte

vitale que les Alliés mènent pour leur propre salut, mais aussi pour le salut de la démocratie américaine. »

« La France n'est pas vaincue »

(Tours, 13 Juin 1940)

Le 10 Juin, prenant la parole à la radio, à Tours, Paul Reynaud prononça un discours qui provoqua dans le pays une émotion considérable.

« L'âme de la France n'est pas vaincue, affirmait-il. Notre race ne se laissera pas abattre par une invasion... Au cours des grandes épreuves de son histoire, notre peuple a connu des jours où les conseils de défaillance ont pu le troubler. C'est parce qu'il n'a jamais abdiqué qu'il fut grand. »

L'Armistice

Paul Reynaud, lui, n'abdiqua jamais.

Aux Conseils des ministres de Tours et de Bordeaux, du 12 au 16 Juin, il ne cesse de lutter contre Pétain et les ministres qui subissaient l'influence de Pétain, du général Weygand et de Chautemps. Le Président de la République, impressionné par le fait que, sur une question d'ordre militaire les deux gloires nationales

qu'étaient alors Pétain et Weygand, les grands chefs de l'armée et la majorité des ministres se prononçaient pour l'armistice, demanda à Paul Reynaud de s'incliner et de changer de politique, ainsi qu'il résulte des déclarations faites par M. Albert Lebrun en réponse aux questions que des jurés lui ont posées pendant sa déposition au cours du procès Pétain. Paul Reynaud lui répondit : « Pour faire cette politique, c'est au maréchal Pétain et non à moi qu'il faut vous adresser ».

C'est de cette phrase qu'est née la légende suivant laquelle Paul Reynaud aurait été d'accord avec Pétain pour que celui-ci demande l'armistice. Mais l'histoire s'est déjà prononcée sur ce point. Les mémoires d'Edouard Herriot, alors président de la Chambre, au sujet de l'entrevue qui eut lieu le 16 Juin à 9 heures du soir, entre le Président de la République, les Présidents des deux Chambres et Paul Reynaud, Président du Conseil, sont aussi catégoriques que les dépositions faites par lui et par M. Jeanneney, Président du Sénat, devant la Haute Cour de Justice, dans le procès Pétain. On y lit, en effet :

« A 21 heures ce même dimanche soir, 16 Juin, 16 Juin, nous nous trouvons chez le Président de la République, Jeanneney, Reynaud et moi.

« Reynaud nous expose la situation : du point de vue extérieur, l'Angleterre nous a fait une proposition de fusion, mais refuse son consente-

ment à l'armistice. Du point de vue intérieur, Pétain, qui est encore entouré d'un grand prestige, et Weygand ne veulent pas continuer la lutte.

« M. Lebrun demande à Reynaud d'appliquer la proposition Chautemps, acceptée par la majorité du Conseil. Reynaud déclare qu'il ne consent pas à se désavouer.

« Pour lui succéder, M. Lebrun nous invite à lui désigner quelqu'un.

— Reynaud, répondons-nous.

Mais celui-ci persiste à ne pas vouloir s'adresser à l'Allemagne.

— Alors, qui? interroge le Président.

— C'est votre affaire!

C'est dans ces conditions que Paul Reynaud donna sa démission plutôt que de changer de politique en demandant l'armistice. »

Sur l'attitude de Paul Reynaud, le Général de Gaulle a écrit de son côté :

« La seule chose que je tiens à dire, sur un tel sujet, c'est que j'ai conservé entière ma respectueuse estime pour celui qui fut, dans ce drame, mon chef et mon ami, le Président Paul Reynaud.

S'il fut finalement submergé par la vague, cet homme lucide et courageux n'a pas une minute, je l'atteste, cessé de travailler et d'agir pour l'honneur et l'intérêt de la France. »

Le Président Roosevelt a télégraphié à Paul Reynaud, le lendemain de sa démission :

« Votre message si profondément émouvant m'est parvenu et je viens vous dire à quel point je vous suis reconnaissant pour ce que vous avez été assez bon pour me dire. »

Le peuple américain n'oubliera pas la brillante, courageuse et effective résistance que vous avez conduite à la tête de votre Gouvernement, au nom de la France.

Le peuple américain et son Gouvernement partagent la conviction que les idéaux que la France a défendus pendant tant de générations — les idéaux de liberté humaine, de démocratie et de la plus haute forme de la civilisation — triompheront encore et que la France elle-même reconquerra sa pleine indépendance et liberté. »

Ennemi n° 1 d'Hitler

L'opinion du général de Gaulle et celle du Président Roosevelt fut également celle de Hitler qui exigea que les deux hommes qui avaient été partisans de la résistance jusqu'au bout, Reynaud et Mandel, fussent emprisonnés dès le 6 Septembre 1940. Il exigea ensuite que Pétain les condamnât à être enfermés à vie dans la forteresse du Portalet à la frontière d'Espagne. Il fit faire contre eux de violentes campagnes dans la presse

contrôlée par lui. Au mois de Janvier 1942, Marcel Déat regrettait expressément qu'on n'ait inculpé « ni Mandel, ni Paul Reynaud, parce que ces deux excellents Français ont voulu la guerre avec frénésie, qu'ils l'auraient faite dès 1938 si le pouvoir avait été complètement entre leurs mains et parce que, étant maîtres de la décision, ils ont refusé d'envisager la cessation des hostilités ».

Ce n'est pas tout. Lorsque l'armée allemande envahit la zone dite libre, Hitler exigea du Gouvernement de Pétain que Paul Reynaud et Mandel fussent livrés. Vichy s'empressa d'obéir. Les deux hommes furent alors transférés dans le plus grand secret dans le camp d'Oranienbourg où ils furent emprisonnés dans des cellules, au secret, coupés du genre humain. Pour se venger de l'exécution par les patriotes de Philippe Henriot, leader de la radio allemande de Paris, Hitler proposa à Vichy de lui livrer Paul Reynaud et Mandel. Vichy prit Mandel qu'il fit assassiner. Quant à Paul Reynaud, il ne fut délivré par l'armée américaine que le 5 Mai 1945.

Il avait fait cinq ans moins quelques mois de prison pour crime de non capitulation.

Propagande allemande

Hitler ne s'est pas contenté de faire emprisonner Paul Reynaud et de le désigner aux tueurs

de Darnand. Il n'a pas cessé de le faire calomnier par des journalistes à gages dans le dessein de le discréditer aux yeux des Français.

C'est ainsi — nous ne citerons que deux exemples — que les services du Dr Goebbels ont maintes fois fait reprocher à Paul Reynaud d'avoir dit en 1940: « La route permanente du fer est coupée ».

La route permanente (ouverte toute l'année) du minerai de fer suédois vers l'Allemagne partait, on le sait, du port de Narvik, sur l'Atlantique, port toujours libre de glaces.

La prise de Narvik a été le seul succès terrestre de nos armes avant l'armistice. N'en déplaise aux Allemands et à leurs imitateurs français, cette route permanente du fer a bel et bien été coupée jusqu'au jour où nos désastres de Belgique et du Nord de la France nous obligèrent à rappeler nos troupes qui occupaient Narvik.

Il a été aussi beaucoup reproché à Paul Reynaud d'avoir affirmé pendant la « drôle de guerre »: « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ». Cette affirmation ne s'est-elle pas révélée juste? Et eût-on préféré que le ministre des Finances d'un Gouvernement de guerre se fût écrié: « Nous serons vaincus parce que nous sommes les plus faibles? »

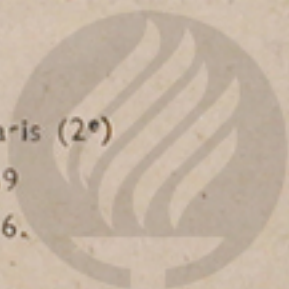
PAUL REYNAUD AU GOUVERNEMENT

1930	Ministre des Finances.
1931	Ministre des Colonies.
1932	Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.
1938	Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.
Novembre 1938..	Ministre des Finances.
Mars 1940	Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères.
19 Mai 1940.....	Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre.

Imprimerie Hemmerlé, Petit et Cie - Paris (2^e)

Flammarion et Cie, Éditeurs n^o 369

Dépôt légal : 2^e trimestre 1946.



Tecnológico
de Monterrey



Tecnológico
de Monterrey